Jacques SIMON, dir., *Algériens et Français, mélange d'histoire*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. CREAC-Histoire, 2004, 157 p.

Hervé Boggio

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7967>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7967

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Hervé Boggio, « Jacques SIMON, dir., *Algériens et Français, mélange d'histoire* », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7967> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7967>

Jacques SIMON, dir., *Algériens et Français, mélange d'histoire.*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. CREAC-Histoire, 2004, 157 p.

Placé sous la direction de l'historien Jacques Simon, *Algériens et Français, mélange d'histoire* regroupe une dizaine de contributions élaborées à l'occasion de trois rencontres-débats organisées par le Centre de recherche et d'études sur l'Algérie contemporaine (CREAC). Ces rencontres se sont déroulées à Bobigny, avec le soutien de la municipalité, au printemps et à l'automne 2003, dans le cadre de l'année de l'Algérie en France. Trois thèmes de réflexions parfaitement distincts y furent explorés : la réglementation de l'immigration algérienne, les Algériens dans les deux guerres mondiales et, enfin, les Algériens dans le mouvement syndical. De cet ensemble, un peu déroutant par son hétérogénéité, émerge un ouvrage original et intéressant, bien qu'assez inégal, proposant deux approches – l'une historique, l'autre sociologique – d'aspects méconnus de l'histoire commune des peuples algériens et français. En outre, l'ouvrage offre une occasion – elles ne sont pas si fréquentes – de se remettre en mémoire combien « l'immigration algérienne a fortement contribué à la création de ce pays [la France] » (Simon J., *L'immigration algérienne en France de 1962 à nos jours*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2002, p. 243).

Dans la première partie, consacrée à la réglementation, quatre contributions retracent ce que furent, des origines à « l'Avenant de 2001 » (p. 31), les contraintes législatives et administratives encadrant les ressortissants algériens sur le territoire français. Pour l'essentiel, le sociologue Sylvestre Tchibindat se contente d'un

constat : l'examen des textes réglementant l'immigration algérienne en France – lesquels ont largement et fréquemment varié au fil des ans, des situations politiques, économiques et sociales dans les deux pays – nous apprend principalement que « même si "l'Algérie c'est la France", comme on a pu le dire, (la France allant de Dunkerque à Tamanrasset), elle a toujours été l'objet d'une législation d'exception » (p. 19). Un constat particulièrement flagrant concernant les dispositions qui encadrent le droit d'entrée et de séjour des travailleurs algériens en France. Dominique Baillet, sociologue également, démontre de manière tout à fait convaincante que la politique d'immigration menée en France concernant les ressortissants algériens depuis 1974, c'est-à-dire depuis l'arrêt officiel de l'immigration de travail sur décision du gouvernement français, est constamment marquée au sceau de « l'idéologie républicaine » d'intégration. Une idéologie qui n'a « jamais imposé la disparition des particularismes des populations intégrées dans une organisation nationale, mais impose que ces spécificités se maintiennent dans l'ordre du privé et que les individus se conforment à la logique de la citoyenneté dans l'ordre public » (Noiriel G., *Le creuset français*, Paris, Éd. Le Seuil, 1988, p. 83). Troisième contribution, celle de la sociologue Ghania Fahloun, qui explique comment de spécifique, la politique en matière d'immigration concernant les Algériens – réelle et durable depuis la fin du XIX^e siècle – est rentrée dans le rang avec l'avenant de juillet 2001 apporté à l'accord bilatéral intervenu en la matière entre la France et l'Algérie en 1968. Un texte qui se contente finalement d'étendre aux Algériens le régime général applicable en matière d'immigration vers la France, lequel fut révisé pour la dernière fois en 1998. La lumière portée dans sa contribution par Malika Bru-Hamouni, doctorante en histoire, sur la législation concernant les Algériennes en France est, quant à elle, originale et surprenante. Elle montre notamment comment la combinaison des règles du droit international privé et des accords de réciprocité existants entre France et Algérie conduisent à « une double inégalité : les femmes immigrées face aux hommes immigrés et les femmes immigrées face aux femmes françaises »

(p. 41) mais aussi à de véritables absurdités. Ainsi apprend-on qu'« un Algérien pourra, en Algérie, contracter un mariage polygamique, dissoudre ce mariage en ayant recours à la répudiation et demander la garde de ses enfants. Ses actes seront en partie reconnus sur le territoire français » (p. 40) : voilà pour l'inégalité. Pis : on apprend également que le tribunal de grande instance de Bordeaux, par un jugement en date du 20 septembre 1990, a estimé que, puisqu'« en France, la polygamie est interdite, il est donc impossible à un juge français, faisant application du droit français, de dissoudre la seconde union du polygame » (p. 43) : voilà pour l'absurdité.

Changement de registre complet pour les quatre contributions suivantes consacrées au rôle et à la place des Algériens durant les deux Guerres mondiales. L'historien Jean-René Genty aborde cette problématique en revenant à la quasi origine de l'immigration algérienne dans la région Nord-Pas-de-Calais, dans les mines d'Anzin à la veille de la Première Guerre mondiale. À travers cet exercice de microhistoire, c'est la préhistoire des relations franco-algériennes en territoire français qu'exhume Jean-René Genty. Pour cela, il considère les causes de cette immigration première (le manque de main d'œuvre dans le bassin minier considéré), les arrière-pensées qui l'accompagnent dans un contexte de tension franco-allemande grandissante (la possibilité de mobilisation rapide de troupes coloniales sur les frontières du nord), les forces qui soutiennent ce mouvement (le lobby colonial) et les évolutions législatives qui le rendent possible (la suppression, très soudaine, du permis de voyage imposé jusque-là aux Algériens pour pouvoir venir en métropole). À la faveur de son étude, Jean-René Genty montre comment, alors que le flux migratoire reste extrêmement limité, apparaissent les premières tensions liées au contact, alors inédit, entre ces populations différentes (Français, Algériens mais aussi Polonais et Italiens) sur fond de méfiance culturelle, de xénophobie et de craintes plus ou moins fondées, telles celles concernant la « défense de l'emploi » (p. 58). Dans une approche à la fois plus large – il considère toute « l'armée

d'Afrique » et non les seules troupes coloniales issues des territoires algériens – et plus spécialisée – son propos relève de la stricte histoire militaire –, le général Maurice Faivre, historien, reconstitue l'évolution de la place occupée par les « soldats indigènes » dans les forces armées françaises. Et cela, depuis l'expédition d'Égypte de Bonaparte jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. Très synthétique, tout en demeurant précis et chiffré, son propos est marqué par une admiration non feinte, quoique teintée d'une nostalgie qu'on n'ose interpréter, pour « la qualité des combattants musulmans » (p. 69). Ensuite, Jacques Simon évoque, de manière remarquable, la place des troupes algériennes dans la Grande Guerre, une expérience aux « conséquences durables et profondes qui marqueront l'histoire des relations franco-algériennes depuis 1920 jusqu'à la guerre d'indépendance » (p. 73). Son analyse permet notamment de comprendre comment le « creuset de l'armée » (p. 77) a entraîné, grâce à la relative identité de sort réservé aux soldats algériens et français, la disparition partielle du cloisonnement et des inégalités. Un fait qui a permis de transcender les cadres sociaux traditionnels et conduit finalement à la naissance de « l'algérianité » (p. 77). Autre creuset, celui de l'usine pendant le conflit. Celui-ci transforme le monde de l'entreprise en France : il prend des habitudes de travail avec ces ouvriers algériens et les garde, en partie au moins, après 1918. C'est le cas de Renault par exemple (p. 81). Mais ce creuset influence également la communauté des travailleurs algériens, laquelle encaisse le choc d'un passage sans transition du douar à l'usine et accède alors à la compréhension, très moderne, que « la force de travail est une marchandise et qui doit être vendue à son juste prix » (p. 81). Ces derniers découvrent également le cadre des relations tissées entre salariés et patrons, lequel n'est pas uniquement constitué d'arbitraire. Avec la Première Guerre mondiale, l'émigré se transforme en ouvrier et devient au passage une composante organique du salariat français, ce qui conduira aux premières formes d'organisations politico-syndicales puis à la création de l'Étoile nord-africaine. Pour la métropole, ce même épisode marque les rapports avec l'Algérie et les

Algériens : d'indigènes, ceux-ci deviennent main-d'œuvre potentielle et, surtout, soldats. Le sentiment que la France demeure une grande puissance uniquement grâce à l'Empire s'ancre alors durablement dans les esprits. À son tour, Jacques Valette, historien spécialiste du mouvement messaliste, explore « La guerre, les Algériens, le nationalisme » : un texte qui montre quelle est l'attitude des Algériens vis-à-vis de la métropole au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale : un mélange de patriotisme et d'indifférence. Ces événements tragiques sont l'occasion pour les élites indigènes d'élaborer et de proposer la mise en œuvre d'une politique nouvelle, « assimilationniste » (p. 92). Ils coïncident aussi, pour le nationalisme messaliste, avec un temps de prospérité remarquable. En conclusion, Jacques Valette montre comment la période 1939-1945 n'a pas été, bien au contraire, un temps « d'inertie politique », « les responsables gouvernementaux préparant alors une évolution positive, renforçant le rôle des élites dites évoluées » (p. 104). Et si, au moment où la guerre s'achevait en Europe, « rien n'était encore joué » (p. 105), les événements de Sétif puis le développement rapide du nationalisme de Messali Hadj, secrétaire général de l'Étoile nord-africaine – ce dernier ayant tôt saisi que la majorité des Algériens pensaient la politique autrement que les « élites évoluées » – allait infléchir le cours de l'histoire.

Dans la troisième partie, l'historien Chokri Ben Fradj (université de Tunis) explore le discours sur l'immigration des mouvements syndicaux français de 1914 à 1939 – CGT seule, CGT et CGTU puis CGT réunifiée. Une contribution qui met clairement en lumière le discours parfois ambigu et souvent variant des grandes centrales sur toute la période. Les lignes officielles se défiant d'abord de cette main d'œuvre coloniale qui n'est acceptée – particulièrement durant le premier conflit mondial, Union sacrée oblige – qu'à la seule condition que « des commissions sanitaires la sélectionnent dans les ports et qu'elle ne soit pas employée au rabais » (p. 113). Après la scission de 1922, qui conduit à la formation d'une CGTU à côté de la CGT historique,

deux attitudes distinctes émergent. L'une, celle de la CGT, clairement assimilationniste, solidaire des immigrés mais évacuant « l'arrière plan colonial », la centrale liant essentiellement la présence maghrébine à des déterminismes économiques, notamment « la question des salaires » (p. 115). L'autre, celle de la CGTU, marquée par un « discours de rupture » (p. 122) : dénonciation de la politique d'exploitation d'une main d'œuvre vulnérable, anticolonialisme, demandes de suppression des contrôles policiers et, dans les colonies, du code de l'indigénat, etc. C'est avec la réunification syndicale, qui accompagne le Front populaire en 1936, que le discours syndical change. Dès lors, ce dernier sera, et jusqu'en 1939, marqué par une certaine conversion à l'ordre « bourgeois ». Il porte notamment un regard différent sur l'arrière plan colonial et la question de l'intégration des travailleurs maghrébins. Enfin, Jacques Simon conclut l'ouvrage avec un second article retraçant l'histoire du syndicalisme algérien en France des origines à la guerre d'indépendance. Ce dernier y met en lumière les « conditions historiques de la formation d'un prolétariat algérien en France » (p. 139) ; mais aussi, ce que fut le mouvement ouvrier et ses rapports avec les Algériens de France entre les deux guerres, de 1945 à 1954 et, enfin, durant la guerre d'indépendance. Quatre temps d'une prise de conscience ouvrière (ou prolétarienne), puis syndicale et, finalement, politique fortement marquée dès l'origine par le nationalisme de libération. Pour illustrer son propos, Jacques Simon retrace le parcours et les transformations d'un mouvement né avec l'Étoile nord-africaine, émanation directe de la CGTU et du PCF, transformé en Parti du peuple algérien (PPA), puis marqué par l'avènement du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Un mouvement que traversent de fréquentes crises entre messalistes (révolutionnaires) et centralistes (réformistes) (p. 147) mais d'où émergera, finalement, le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), à l'origine de l'insurrection de 1954.

Hervé Boggio

CREM, université Paul Verlaine-Metz
h.boggio@melperso.com